

SERVICE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION Place de Louvain, 14 B-1000 Bruxelles, Belgique Tel :
32/2.229.82.77– Fax : 32/2.229.82.80

REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRES DE L'UNION EUROPEENNE

PANORAMA DES THINK TANKS BRUXELLOIS

ACTIVITES DES CERCLES DE REFLEXION TRAITANT DES QUESTIONS
EUROPEENNES - Numéro 24 – Été/Automne 2014

Conférence

Dans les arcanes du pouvoir de la République Islamique d'Iran

Le 18 septembre 2014 a eu lieu une conférence intitulée « Dans les arcanes du pouvoir de la République Islamique d'Iran » et organisée par le Centre d'études de la coopération internationale (CECID) de l'ULB, en collaboration avec l'Institut MEDEA.

Shirin Ebadi, Prix Nobel de la Paix 2003, **Firouzeh Nahavandi, professeur à l'ULB et directrice du CECID**, Alireza Nourizadeh, journaliste et directeur de « Iranefarda Londres », Sadegh Zibakalam, professeur à la faculté de sciences politiques de l'Université de Téhéran, Rouzbeh Parsi, chercheur à l'EUISS (2009-2013), National Iranian American Council, **Majid Golpour, ULB**, et Sébastien Boussois de l'Institut MEDEA ont participé à cette conférence.

L'après-midi d'information organisée par le [CECID-ULB](#), en collaboration avec [l'Institut MEDEA](#), sous forme de vidéoconférences, proposait une réflexion sur le système politique iranien et ses institutions, notamment, sur la guerre des factions et sur les changements importants se préparant à l'intérieur de la République islamique d'Iran.

I. Dualité et paradoxe du système politique iranien

a/ Un régime théocratique et républicain

Le professeur Golpour a abordé le cadre institutionnel paradoxal et complexe de la «

SERVICE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION Place de Louvain, 14 B-1000 Bruxelles, Belgique Tel : 32/2.229.82.77– Fax : 32/2.229.82.80

République islamique », qui se voulait pour partie un régime théocratique et pour partie un régime républicain. Ainsi, le régime prétendait s'appuyer sur deux sources de légitimité : théocratique et démocratique. Alors qu'une partie de ses institutions était religieuse (et non élue), le Parlement, l'Assemblée des experts et le Président de la République étaient élus par le peuple. Il a parlé d'une « légitimité basée sur la rhétorique » de ce système fondamentaliste. M. Golpour est revenu sur les institutions non élues mais nommées, et notamment sur le Conseil des gardiens de la Constitution qui jouait un rôle décisif dans les élections. Ces gardiens, un conseil de douze juristes,

s'autoproclamaient légitimes et interprétaient la Constitution.

b/ Centralité du statut du Guide suprême

Le système était, par ailleurs, centré sur le rôle du Guide suprême (le Gardien de la révolution), l'Ayatollah Ali Khamenei, élu le 4 juin 1989 par l'Assemblée des experts. Il a rappelé que les membres de l'Assemblée d'experts étaient, cependant, présélectionnés par le Conseil des gardiens et que l'Assemblée ne s'était jamais opposée aux décisions du Guide suprême. M. Golpour a développé le sujet des structures de dédoublement de l'appareil d'État appelées les « structures révolutionnaires », qui dépendaient du Guide de la révolution. Ainsi, en plus de l'Armée iranienne, il existait des Gardiens de la révolution et les tribunaux étaient doublés par des tribunaux révolutionnaires.

c/ Influence décisive mais dissimulée des factions

M. Golpour est revenu sur les factions, un aspect essentiel mais dissimulé de la vie politique iranienne, et leur lutte « inter clanique ». Les factions du régime agissaient comme des groupements d'intérêt, étant de vrais réseaux d'influence autour du pouvoir central. Ils tissaient leurs réseaux dans toutes les institutions mais ne s'organisaient pas comme des partis politiques, ne reconnaissant aucun statut légal, contrainte administrative ni publique. Leur influence restait, cependant, décisive dans les orientations stratégiques du régime. M. Golpour a indiqué que les trois factions historiques étaient les fondamentalistes, les conservateurs et les réformateurs. Il a cependant précisé que ces factions n'étaient pas homogènes et que leurs frontières étaient mouvantes. Les trois factions ne remettaient pas en cause les fondements du régime et souhaitaient faire « durer » le système mais pas par les mêmes moyens. Les Fondamentalistes, ou ultra conservateurs, s'opposaient à tout changement et approuvaient la ligne dure en vigueur depuis le début de la révolution. Ils étaient des leaders religieux et des anciens de la

SERVICE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION Place de Louvain, 14 B-1000 Bruxelles, Belgique Tel :
32/2.229.82.77– Fax : 32/2.229.82.80

sécurité iranienne et appartenait au cercle rapproché du Guide.

II. Bilan : continuité et espoirs déçus depuis l'élection du Président Rohani

a/ Limitation des droits de l'homme : reflet d'un pouvoir présidentiel limité

Shirim Ebadi, prix Nobel de la paix en 2006, s'est exprimée par vidéo depuis Téhéran. Elle a abordé la question des droits de l'homme en Iran. Selon elle, l'arrivée au pouvoir du Président de la République, Hassan Rohani, avait suscité un espoir d'amélioration de la situation, rapidement déçu. Il y avait encore de nombreuses punitions, discriminations à l'égard des femmes et exécutions qui allaient à l'encontre du respect des droits de l'homme et elles semblaient être en augmentation. Selon elle, cela pouvait être expliqué par la Constitution de la République islamique qui donnait toutes les responsabilités et les droits au Guide de la révolution, les prérogatives du Président de la République étant extrêmement limitées.

Elle a rappelé que le Guide de la révolution soutenait les forces du Hezbollah, qui, de leur côté, refusaient l'autorité du gouvernement élu. Elle est revenue sur la question du voile, qui, selon elle, n'était qu'un prétexte qui permettait aux fondamentalistes de mettre en question le pouvoir de la présidence.

Enfin, Mme Ebadi a évoqué la société civile iranienne « dense », et qui continuait de lutter. Elle a appelé à un soutien et à un renforcement de cette société civile, à qui il fallait montrer que la sécularisation n'allait pas à l'encontre de la religion mais qu'elle la délimitait au cadre privé. Mais le régime exprimait continuellement l'idée que l'Occident était « contre » l'Islam. Un clergé modernisant à l'intérieur de l'Iran était conscient de cette question mais il était contrôlé par le régime actuel et sa voix ne portait pas. Elle a, enfin, rappelé le rôle primordial d'Internet.